Rapport du Secrétaire général sur le Bureau des Nations Unies au Burundi

@rib News, 08/12/2011 â€“ Source ONU7/12/2011Conseil de sÃ©curitÃ©CS/10473 DÃ©partement de lâ€™information â€¢ Ser
informations et des accrÃ©ditations â€¢ New YorkConseil de sÃ©curitÃ©Â Â Â

Unies au Burundi (BINUB) en janvier 2011.
Le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral indique dans ce rapport que, depuis la tenue des Ã©lections de 2010 â€“jugÃ©es libres et honnÃªte
les observateurs internationaux mais boycottÃ©es par les grands partis de lâ€™opposition aprÃ¨s les Ã©lections communalesâ€
consolidation de la paix au Burundi a continuÃ© de progresser Ã certains Ã©gards.Â Â«Â La situation des droits de lâ€™homm
mÃ©rite certes encore lâ€™attention mais des mesures positives ont Ã©tÃ© prises, dont la crÃ©ation de la Commission nationa
indÃ©pendante en la matiÃ¨re, le Bureau du MÃ©diateur et les prÃ©paratifs de la crÃ©ation, au premier trimestre de 2012, de la
Commission VÃ©ritÃ© et rÃ©conciliationÂ Â», Ã©crit M.Â Ban
La scÃ¨ne politique est restÃ©e dominÃ©e par les retombÃ©es des Ã©lections de 2010 et, surtout, par les tensions entre le
Gouvernement et lâ€™Alliance des dÃ©mocrates pour le changement Ikibiri (ADC-Ikibiri), coalition des partis politiques qui se
sont retirÃ©s du processus Ã©lectoral, note cependant le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral.Â Il rappelle que le 26 aoÃ»t 2011, lors de la
cÃ©lÃ©bration du premier anniversaire de son deuxiÃ¨me mandat, le PrÃ©sident Pierre Nkurunziza avait soulignÃ© que le
Gouvernement engagerait le dialogue et câ€™est pourquoi, il avait invitÃ© tous les partis Ã se prÃ©parer pour les Ã©lections d
2015.
Sur le plan de la sÃ©curitÃ©, le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral relÃ¨ve que la situation gÃ©nÃ©rale est restÃ©e relativement stable pe
pÃ©riode Ã lâ€™examen, mÃªme sâ€™il y a encore eu des violences entre les Forces de sÃ©curitÃ© burundaises et des grou
non identifiÃ©s.Â M.Â Ban indique aussi que la situation Ã©conomique et sociale au Burundi est caractÃ©risÃ©e par une pauvr
gÃ©nÃ©ralisÃ©e et un taux de chÃ´mage Ã©levÃ©, en particulier chez les jeunes.Â On estime que 67% de la population viven
niveau proche du seuil de pauvretÃ©Â Â», poursuit-il.Â
Le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral souligne ensuite que le Burundi a accompli des progrÃ¨s notables en ce qui concerne la mise en
Å“uvre de la stratÃ©gie nationale de rÃ©intÃ©gration Ã©conomique et sociale des personnes affectÃ©es par le conflit.Â Â«Â E
2002 et 2010, le Burundi est parvenu Ã rÃ©intÃ©grer plus de 510Â 000Â anciens rÃ©fugiÃ©s avec lâ€™appui du Haut-Commis
des Nations Unies pour les rÃ©fugiÃ©sÂ Â», relÃ¨ve M.Â Ban.
Par ailleurs, il fait observer que sans prÃ©judice des progrÃ¨s accomplis sur plusieurs fronts, la situation des droits de
lâ€™homme dans le pays demeure prÃ©occupante.Â Il se fÃ©licite, au contraire, des importantes avancÃ©es qui ont Ã©tÃ©
accomplies en matiÃ¨re de justice transitionnelle.Â Notant que le Burundi a Ã©tÃ©, Ã bien des Ã©gards, un modÃ¨le pour la
transition entre la phase dâ€™une opÃ©ration de maintien de la paix et celle dâ€™une mission politique spÃ©ciale et dâ€™un
intÃ©grÃ© des Nations Unies, le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral indique que la transition du BINUB au BNUB sâ€™est faite sans heurt
Â«Â Toutes les activitÃ©s du BINUB qui nâ€™ont pas Ã©tÃ© reprises dans le mandat du BNUB ont pris fin le 31 mars 2011Â Â
prÃ©cise M.Â Ban.
Le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral se fÃ©licite particuliÃ¨rement des nettes avancÃ©es faites vers la mise en place de mÃ©canismes d
justice transitionnels.Â Â«Â Ces mÃ©canismes devraient aider les Burundais Ã se rÃ©concilier entre eux et avec leur
HistoireÂ Â», affirme-t-il.Â Tout au long de lâ€™annÃ©e, lâ€™atmosphÃ¨re politique a Ã©tÃ© alourdie par lâ€™absence de dia
Gouvernement et les partis qui ont boycottÃ© les Ã©lections de 2010 et ne sont donc pas reprÃ©sentÃ©s au Parlement.Â
Â«Â On nâ€™a donc toujours pas trouvÃ© de formule qui permettrait aux partis du Gouvernement et aux principaux partis de
lâ€™opposition extraparlementaire de se rencontrerÂ Â», estime M.Â Ban, qui insiste ensuite sur les obstacles Ã©conomiques e
sociaux considÃ©rables que le Burundi doit surmonter.Â Soulignant la modestie des effectifs et du mandat du BNUB, qui
tÃ©moigne des progrÃ¨s accomplis par le Burundi, le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral recommande donc de reconduire le mandat du
BNUB pour un an Ã compter du 1erÂ janvier 2012.Â Â«Â ConformÃ©ment Ã la demande formulÃ©e par le Conseil de sÃ©cu
dans sa rÃ©solution 1959 (2010), ma ReprÃ©sentante spÃ©ciale, MmeÂ Karin Landgren consultera en 2012 les membres du
Conseil sur les critÃ¨res Ã retenir pour la transformation future du Bureau des Nations Unies au Burundi, en une Ã©quipe
de pays des Nations UniesÂ Â», indique-t-il avant de conclure.
*Â Â ***Â Â *Ã€ lâ€™intention des organes dâ€™information â€¢ Document non officiel Lire l'intÃ©gralitÃ© du RapportÂ